



## Le Programme des immigrants investisseurs

L'immigration, un apport direct à la prospérité du Québec !

- Un ratio avantages-coûts spectaculaire ! **3**
- Des retombées dans toutes les régions du Québec **4**
- Les intermédiaires financiers : une composante clé **5**
- Des entreprises en pleine croissance **8, 9**
- Contrer le chômage chez les immigrants **10, 11**

Un important levier de  
développement économique  
pour le Québec

Un atout pour  
les PME québécoises

POUR ENRICHIR  
LE QUÉBEC

ET RÉPONDRE AUX BESOINS  
DES EMPLOYEURS

Intégrer mieux les immigrants au marché du travail  
Franciser plus tôt et davantage de nouveaux arrivants

Pour connaître l'engagement récent  
du gouvernement, une seule référence :  
[www.micc.gouv.qc.ca](http://www.micc.gouv.qc.ca)



Immigration  
et Communautés  
culturelles

Québec 

# L'immigration, un apport direct à la prospérité du Québec !



Madame Yolande James,  
ministre de l'Immigration  
et des Communautés culturelles

Au cours des dernières décennies, le Québec a fait de l'immigration un puissant levier de croissance et de prospérité. En 2008, les personnes qui s'établissent au Québec pour y faire leur vie sont en majorité jeunes, très scolarisées, et connaissent le français dans une proportion de 60 %.

Dans le contexte de pénurie de main-d'œuvre appréhendée qui est le nôtre, c'est dire tout ce que l'immigration représente en matière de potentiel d'innovation, de relève entrepreneuriale et de développement économique. Les besoins du Québec sont grands et bien réels. Selon les perspectives professionnelles d'Emploi-Québec pour la période 2007-2011, 700 000 emplois seront à pourvoir au cours de cette période sur l'ensemble du territoire. À plus long terme, 1,3 million le seront d'ici 2016. Voilà un véritable défi auquel nous devons nous préparer dès maintenant.

Combinée à d'autres interventions, l'immigration peut contribuer à reporter l'amorce du déclin de la population et à ralentir le processus de réduction du bassin de personnes en âge de travailler. L'apport de l'immigration est direct et se fait immédiatement sentir par la présence de nouvelles familles et de nouveaux travailleurs, étudiants, entrepreneurs, consommateurs et citoyens.

Les immigrants investisseurs contribuent directement à stimuler la création d'emplois et à enrichir la collectivité. En 2007, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles a délivré près de 1 600 certificats de sélection du Québec à des investisseurs qui doivent placer individuellement 400 000 \$ pour une période de cinq ans dans un fonds commun géré par Investissement Québec Immigrants investisseurs, une filiale d'Investissement Québec. À eux seuls, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et le 31 juillet 2008, les revenus générés par les

placements de près de 9 500 immigrants investisseurs ont permis à Investissement Québec Immigrants investisseurs d'autoriser une aide financière aux PME québécoises de 354 millions de dollars. Comme effet de levier, ces sommes ont permis de soutenir 2 038 projets d'entreprises totalisant 4,26 milliards de dollars, permettant ainsi le maintien ou la création de plusieurs milliers d'emplois partout au Québec.

De plus, les placements des immigrants investisseurs permettent de financer le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi, qui procure chaque année des emplois durables à près de 1 000 personnes immigrantes ou qui font partie des minorités visibles.

Le gouvernement du Québec attache une grande importance au Programme des immigrants investisseurs. C'est pourquoi il poursuit ses efforts, en étroite collaboration avec les intermédiaires financiers autorisés à participer au programme et avec Investissement Québec, afin d'en maximiser les retombées économiques pour la province.

J'invite tous nos partenaires du monde des affaires et du milieu du travail à mettre à profit le riche capital que représentent l'immigration et la présence de nombreux travailleurs compétents et motivés au sein de la société québécoise.

Québec



## MANDEVILLE & ASSOCIATES LTD.

**Établi à Hong Kong depuis 1995, Mandeville & Associates Ltd est un cabinet d'avocats québécois spécialisé en immigration d'affaire.**

Chaque année, des centaines de gens d'affaires à travers le monde bénéficient de l'expertise de Mandeville & Associates Ltd. pour concrétiser leurs démarches d'immigration, par le biais des Programmes Immigrant-Investisseur du Québec et du Canada.

Pour de plus amples renseignements sur la gamme de services intégrés spécialisés offerts en matière d'immigration d'affaire, veuillez contacter M<sup>e</sup> Julien Tétrault aux coordonnées ici-bas.

### HONG KONG

M<sup>e</sup> François Mandeville  
Directeur  
francois@mandeville.com.hk  
Mandeville & Associates, Ltd.  
9/F Winsome House  
71-73 Wyndham Street  
Central District, Hong Kong  
Tel : (852) 2542-0229  
Fax: (852) 2542-4409

### MONTRÉAL

M<sup>e</sup> Julien Tétrault  
Directeur  
julien@mandeville.com.hk  
Mandeville & Associés, avocats  
440, boul. René-Lévesque O., Suite 1201  
Montréal (Québec) H2Z 1V7  
Canada  
Tel : (514) 397-0995 / 397-1037  
Fax : (514) 397-1353

### PÉKIN

M<sup>e</sup> Alexandre Bernier  
Directeur  
alexandre@mandeville.com.hk  
Mandeville & Associates, Ltd.  
15/F Yintai Office Tower C  
Beijing Yintai Centre  
N° 2 Jianguomenwai Ave  
Beijing, P. R. China, 100022  
Tel : (86-10) 5811-1934  
Fax : (86-10) 5190-1722

[www.mandeville.com.hk](http://www.mandeville.com.hk)

[info@mandeville.com.hk](mailto:info@mandeville.com.hk)

# Le Programme des immigrants investisseurs

## Un ratio avantages-coûts spectaculaire !

Si un jour des Oscars sont décernés aux performances gouvernementales, le Programme des immigrants investisseurs du Québec fera sûrement partie des finalistes. Ce programme est en effet digne de mention.

Le mécanisme est simple : un ressortissant étranger accepte de prêter 400 000 \$ sans intérêt pour cinq ans au gouvernement québécois, qui utilise le rendement de ce prêt pour investir dans les PME du Québec. En retour, et à la suite d'une étude exhaustive de son dossier, ce ressortissant obtient le droit d'immigrer au Québec ou ailleurs au Canada.

Avec les revenus générés par le Programme des immigrants investisseurs en 2007-2008, Investissement Québec, gestionnaire du Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises, a octroyé à des sociétés québécoises des subventions totalisant 62,5 millions de dollars. Ce financement a contribué à la réalisation de projets évalués à plus de 825 millions de dollars !

Au total, Investissement Québec a reçu en 2007-2008 les placements de 1 712 immigrants, une hausse de 28 % par rapport à l'exercice précédent. « Le Ministère et ses partenaires ont accru leurs efforts dans ce programme d'immigration. Il s'agit d'un programme performant pour l'économie du Québec, et nous voulons en accroître les retombées », affirme Lucy Wells, sous-ministre adjointe à l'immigration au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Trois économistes réputés du Groupe d'analyse, à Montréal, MM. Pierre Fortin, Marc Van Audenrode et Pierre Emmanuel Paradis, ont scruté le programme à la loupe l'an dernier. « De 2001 à 2006, écrivent-ils, les immigrants investisseurs ont coûté 15 millions en frais administratifs, mais ont ajouté 25 fois plus – 375 millions – au revenu intérieur du Québec, dont 160 millions pour le trésor public. Quel que soit le critère d'évaluation employé, un ratio avantages-coûts de 25 pour un est tout à fait spectaculaire. » Pourquoi un tel succès ? « La

raison est simple, ajoutent les trois économistes. Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec agit au sein d'un partenariat extrêmement efficace avec des institutions financières privées, dont Desjardins et la Banque Nationale, qui recrutent des candidats et préparent les dossiers d'entreprise, et avec Investissement Québec, qui fait l'analyse finale et gère l'aide financière. Un tel partenariat n'existe qu'au Québec. »



Lucy Wells, sous-ministre adjointe à l'immigration au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

Il revient à Investissement Québec de répartir ces revenus de placement. Une partie sert à payer les honoraires des intermédiaires financiers. Le reste est distribué sous forme de contributions non

remboursables – une rareté en 2008 – à des petites et moyennes entreprises de toutes les régions du Québec.

Ces fonds sont acheminés aux PME par l'entremise du Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises, administré par Investissement Québec, et aussi, par le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi, géré par Emploi-Québec.

Reste à identifier les entreprises ayant des projets admissibles à ces contributions financières. Encore une fois, les intermédiaires financiers mettent à profit leurs vastes réseaux de caisses et de succursales bancaires à Montréal et en région. Il n'est pas question ici d'investir dans une entreprise flageolante ou dans un projet à risque. On ne cible que les entreprises gagnantes. « Pour qu'une entreprise soit admissible, il faut que le financement de son projet d'investissement soit déjà autorisé ou en voie de l'être », déclare Jacques Daoust, président d'Investissement Québec.



Jacques Daoust, président d'Investissement Québec

Les fonds découlant du Programme des immigrants investisseurs servent donc à renforcer des entreprises qui vont bien. « L'investissement maximal de 250 000 \$ permet donc de bonifier le fonds de roulement des entreprises pendant quatre ans. Il en résulte souvent d'autres investissements qui n'auraient pas été réalisés autrement. C'est un outil financier extrêmement apprécié », constate pour sa part Jean-Sébastien Lamoureux, vice-président d'Investissement Québec. Pour être admissible, le coût du projet doit atteindre au moins 300 000 \$ (220 000 \$ pour les entreprises en démarrage) et l'actif total consolidé de l'entreprise doit être inférieur à 35 millions de dollars.

Les projets d'entreprise sont analysés par Investissement Québec, qui prend la décision d'accorder l'aide ou non et qui détermine la somme de la contribution financière sur recommandation de l'intermédiaire financier. M. Lamoureux insiste sur la convivialité du processus : « Nous voulons simplifier la vie des entreprises, explique-t-il. Nous avons notamment développé des documents que les entrepreneurs peuvent remplir avec les informations à portée de la main. Cela réduit les coûts et élimine le besoin de consultants pour monter le dossier. »

La forte progression des résultats de ce programme donne une indication claire de sa réussite en tant que levier de développement économique. Et dire que tout a commencé en 1986 avec l'idée d'utiliser des sommes venues d'ailleurs pour investir dans des entreprises d'ici sous forme de contribution non remboursable.

Après plus de 20 ans, une conclusion s'impose : ça « marche » ! ■

## Comment fonctionne le programme ?

La première étape consiste à repérer, dans différents pays, des gens d'affaires ayant un avoir net d'au moins 800 000 \$ qui désirent accéder à la résidence permanente au Canada. Ces personnes doivent de plus posséder au moins trois ans d'expérience en gestion au cours des 10 années précédant leur demande de certificat de sélection du Québec et être disposées à investir au Québec la somme de 400 000 \$.



Sylvie Proulx, directrice de l'immigration économique au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

Cette tâche de démarchage sur les cinq continents, mais surtout en Asie, est confiée à des « intermédiaires financiers », des courtiers ou des sociétés de fiducie ayant des antennes autour du monde.

Ces institutions privées, épaulées par des consultants en immigration, transmettent les candidatures d'immigrants investisseurs au ministère de l'Immigration et des Communautés culturel-

les, qui effectue la sélection des immigrants.

Après analyse des dossiers à sa satisfaction, le Ministère délivre un Certificat de sélection du Québec aux immigrants investisseurs sélectionnés. « Tous les investisseurs immigrants ont réalisé leur placement au moment de recevoir le certificat », précise Sylvie Proulx, directrice de l'immigration économique au

MICC. C'est à partir de ce moment, ajoute-t-elle, que l'immigrant investisseur sélectionné par le Québec peut entreprendre, avec l'accord du gouvernement du Québec, des démarches pour obtenir un visa canadien.

Entre-temps, les 400 000 \$ sont pris en main par Investissement Québec, une société d'État chargée de stimuler l'investissement intérieur et d'attirer les investisseurs de

l'extérieur. Investissement Québec, par sa filiale IQ Immigrants investisseurs, confie au trésor public une somme suffisante pour permettre, avec les rendements d'intérêt, de rembourser le capital de l'immigrant investisseur après cinq ans ; Investissement Québec Immigrants investisseurs conserve la différence aux fins de démarchage à l'étranger et de l'attribution de subventions aux PME québécoises. ■

# Des retombées

## dans toutes les régions du Québec !

Quatre-vingt pour cent des fonds du Programme des immigrants investisseurs ont été investis à l'extérieur de Montréal

Depuis 2001, les fonds provenant du Programme des immigrants investisseurs ont servi dans une proportion de 87 % à soutenir le secteur manufacturier ; ces sommes ont été distribuées dans toutes les régions du Québec.

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et le 31 juillet 2008, le montant total des contributions financières dans le cadre du programme s'élevait à plus de 354 millions de dollars, et la valeur totale des projets soutenus – au nombre de 2 038 – à 4,26 milliards de dollars !

Les statistiques d'Investissement Québec sont éloquentes : elles démontrent qu'au cours des sept dernières années, les régions du Québec ont reçu environ 80 % des contributions provenant du Programme des immigrants investisseurs.

Jean-Sébastien Lamoureux,  
vice-président  
d'Investissement Québec



Ainsi, 353 projets ont été subventionnés en Montérégie, et une région telle que Chaudière-Appalaches compte pas moins de 233 projets financés, soit 11 % de l'ensemble des dossiers ouverts par Investissement Québec depuis 2001.

La région de Québec suit avec 180 projets en sept ans et près de 10 % des contributions financières autorisées. « Nous sommes fiers de pouvoir dire que les régions du Québec ont reçu leur juste part des fonds provenant du Programme des immigrants investisseurs », déclare Jean-Sébastien Lamoureux, vice-président d'Investissement Québec.

Le programme est fort apprécié dans toutes les régions, où il contribue à stabiliser et à créer des emplois tout en bonifiant pendant quatre ans le fonds de roulement d'entreprises et de projets gagnants. « C'est souvent le coup de pouce qui permettra à une entreprise de réaliser des investissements qu'elle n'aurait pas faits autrement », déclare le vice-président d'Investissement Québec.

### Le cheminement de l'immigrant investisseur, étape par étape

- 1 Un intermédiaire financier (courtier en valeurs mobilières ou société de fiducie) recrute un immigrant investisseur à l'étranger ; celui-ci dépose une demande de certificat de sélection au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.
- 2 Un immigrant sélectionné effectue un placement sans intérêt de 400 000 \$ pour cinq ans auprès d'Investissement Québec, par

l'entremise d'un intermédiaire financier.

- 3 Après confirmation du placement et étude du dossier, un Certificat de sélection du Québec est délivré à l'immigrant investisseur, ce qui est nécessaire à l'obtention du visa canadien.

- 4 Investissement Québec répartit les revenus de placement selon le décret et

l'entente tripartite entre le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Investissement Québec et les intermédiaires financiers. Ces revenus servent à :

- Financer le Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises ;
- Financer le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités

visibles en emploi (PRIIME) ;  
- Payer les honoraires des intermédiaires financiers (recrutement de l'immigrant et identification de l'entreprise ayant un projet admissible).

- 5 L'intermédiaire financier identifie une entreprise ayant un projet admissible et fait une recommandation à Investissement Québec en vue du versement d'une

contribution financière à l'entreprise (maximum de 250 000 \$).

- 6 Investissement Québec analyse le dossier et transmet une lettre d'offre à l'entreprise.
- 7 Investissement Québec débourse la contribution financière sur une période de quatre ans. ■

### Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises

#### Répartition des contributions financières par région administrative

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et le 31 juillet 2008

Région administrative	Nombre de dossiers d'entreprise	Montant de contribution financière autorisée (\$)	Coût des projets (\$)	Dossiers d'entreprise (%)	Contribution financière autorisée (%)	Investissements réalisés au Québec en 2006 (%)
01 Bas-Saint-Laurent	84	11 672 338	190 459 888	4	3	2
02 Saguenay-Lac-St-Jean	95	13 345 428	146 067 970	5	4	3
03 Capitale-Nationale	180	30 599 414	406 524 319	9	9	8
04 Mauricie	54	8 236 333	112 925 586	3	2	3
05 Estrie	123	18 448 811	234 671 561	6	5	4
06 Montréal	340	69 534 970	824 940 243	17	20	21
07 Outaouais	29	5 038 962	55 353 485	1	1	4
08 Abitibi-Témiscamingue	21	3 084 675	40 067 940	1	1	2
09 Côte-Nord	18	2 187 350	18 793 589	1	1	1
10 Nord-du-Québec	2	265 000	3 640 000	0	0	1
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	36	4 584 633	73 740 673	2	1	1
12 Chaudière-Appalaches	233	32 379 078	382 048 504	11	9	5
13 Laval	103	22 321 802	241 290 135	5	6	6
14 Lanaudière	112	18 011 393	212 132 438	5	5	6
15 Laurentides	121	25 847 589	292 365 349	6	7	9
16 Montérégie	353	67 394 422	773 586 884	17	20	21
17 Centre-du-Québec	134	21 224 175	251 633 600	7	6	3
<b>TOTAL</b>	<b>2 038</b>	<b>354 176 373</b>	<b>4 260 242 164</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source: Investissement Québec

Le secteur manufacturier reçoit la part du lion, puisque 87 % des investissements sont faits dans ce secteur. Selon M. Lamoureux, la prépondérance de ce secteur, et particulièrement celle des entreprises d'aliments et boissons, de produits du bois et de métaux – qui représentent à elles seules plus de 40 % des placements d'Investissement Québec – tient au fait que les projets sont plus coûteux dans ces secteurs. « On dépense plus d'argent en construisant une usine qu'en réalisant un projet en technologie de l'information », précise M. Lamoureux.

L'économiste Pierre Fortin, professeur à l'UQAM, recommande pour sa part à Investissement Québec de diversifier davantage ses placements, et cette proposition

sera mise à l'étude. M. Fortin propose notamment de privilégier davantage les secteurs de la finance, de la culture (multimédia, jeux vidéo, films, télé, arts et spectacles), ainsi que ceux du transport et de l'énergie.

Selon M. Fortin, il ne faut pas s'en tenir uniquement au calcul de l'effet multiplicateur sur les emplois, sur la valeur ajoutée et sur les impôts collectés pour évaluer le rapport avantages-coûts du Programme des immigrants investisseurs.

« Il ne faut pas oublier, ajoute-t-il, que si ces millions n'avaient pas été investis dans des projets ici, ils auraient été investis ailleurs. Ces immigrants investisseurs auraient placé leurs fonds en Équateur, au Paraguay ou en Zambie. » ■

# Les intermédiaires financiers Une composante clé du Programme des immigrants investisseurs

Depuis 1986, des centaines de millions de dollars ont afflué au Québec grâce au Programme des immigrants investisseurs. Une réussite, reconnaissent les observateurs.

Mais à la base, ce programme nécessite deux ingrédients essentiels : des immigrants ayant au moins 400 000 \$ à investir au Québec, et des entreprises québécoises gagnantes ayant démontré leur capacité de faire fructifier des investissements. Il faut trouver et attirer ces immigrants et il faut, à l'autre extrémité du processus, repérer des entreprises québécoises admissibles aux subventions découlant du Programme des immigrants investisseurs.

Voilà où interviennent les intermédiaires financiers – des courtiers ou des sociétés de fiducie ayant des antennes autour du monde, notamment dans les pays où se concentrent des gens d'affaires désireux d'accéder à la citoyenneté canadienne et disposés à investir la somme de 400 000 \$ pour l'obtenir.

Ces mêmes intermédiaires doivent aussi, vu la nature de leur mandat, être présents dans toutes les régions du Québec s'ils veulent pouvoir identifier des entreprises d'ici et les recommander à Investissement Québec, le gestionnaire des fonds de placement du Programme des immigrants investisseurs.

## À l'étranger

Fiducie Desjardins compte parmi ces intermédiaires financiers. Cette filiale des caisses Desjardins affecte au Programme des immigrants investisseurs une équipe de 25 personnes qui fonctionne dans une douzaine de langues

– mandarin, arabe, perse, coréen, allemand, espagnol et autres.

« Ma première mission, c'est de « vendre » le Canada au futur immigrant. Après ça, je lui explique qu'il y a dix provinces et que le Québec a un programme intéressant pour lui. Et j'ai aussi comme tâche de faire la promotion de Desjardins par rapport aux autres institutions financières », déclare Marc Audet, vice-président, Programme Immigrants Investisseurs, de Fiducie Desjardins.



Marc Audet, vice-président, Programme Immigrants Investisseurs, de Fiducie Desjardins

Ces immigrants, les intermédiaires financiers les découvrent un à un. Le réseau québécois de recrutement fonctionne d'ailleurs à plein régime et devance largement, par ses résultats, le reste du pays. À preuve, en 2007, quelque 3 000 immigrants investisseurs ont acheminé des demandes officielles aux intermédiaires financiers du Québec, par rapport à 2 600 pour les neuf autres provinces réunies !

« Nous avons le régime qui fonctionne le mieux. En matière d'immigration financière au Canada, le Québec occupe nettement le haut du pavé », précise Louis Leblanc, vice-président et directeur général, Programmes Immigrants Investisseurs à la Financière Banque Nationale, l'un des

intermédiaires financiers accrédités. « Le modèle québécois est épié partout dans le monde », ajoute M. Audet.

Pour la Financière Banque Nationale comme sans doute pour les autres intermédiaires financiers, la Chine constitue un territoire de recrutement privilégié. « Ce pays constitue le bassin le plus important d'immigrants investisseurs », poursuit M. Leblanc. Les Chinois croient beaucoup au réseautage international et on n'y décourage pas l'immigration. »

## Un appui direct aux PME

Pendant que leurs équipes de consultants ratissent les continents à la recherche d'immigrants investisseurs, les intermédiaires financiers recherchent au Québec des petites et moyennes entreprises ayant des projets admissibles aux contributions financières offertes par Investissement Québec dans le cadre du Programme des immigrants investisseurs. Au cours de la dernière année, quelque 400 PME québécoises ont reçu plus de 62 millions de dollars en contributions non remboursables.

Les recommandations de projets à subventionner et de



Louis Leblanc, vice-président et directeur général, Programme Immigrants Investisseurs à la Financière Banque Nationale

contributions financières aux entreprises (maximum de 250 000 \$) sont acheminées à Investissement Québec Immigrants Investisseurs inc., une filiale d'Investissement Québec. Le rôle de l'intermédiaire financier s'arrête là.

Les intermédiaires ne font pas tout ce démarchage gratuitement, il va sans dire. Ils sont rémunérés à même les intérêts générés par l'investissement de 400 000 \$ de l'immigrant investisseur. L'image du programme les sert bien. Les gens sont satisfaits, et aucun client n'a perdu un sou en plus de 20 ans ! ■

## Les intermédiaires financiers

Liste des courtiers et des sociétés de fiducie autorisés à œuvrer dans le Programme des immigrants investisseurs

1. Capital Wellington Ouest inc.
2. Courtage Direct Banque Nationale inc.
3. CTI Capital valeurs mobilières inc.
4. Fiducie Desjardins inc.
5. Financière Banque Nationale inc.
6. Industrielle Alliance, Fiducie inc.
7. MacDougall, MacDougall & MacTier inc.
8. PWM Capital
9. Renaissance Capital inc.
10. Scotia Capitaux inc.
11. Société de Fiducie Computershare du Canada
12. Société de Fiducie HSBC (Canada)
13. Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.
14. Valeurs Mobilières Investpro inc.

Source : Investissement Québec

## Programme Immigrant Investisseur de ScotiaMcLeod

ScotiaMcLeod est fière de participer à la croissance et au succès des entreprises du Québec. Si vous avez des projets d'investissements, êtes à la recherche de financement ou aimeriez devenir un agent du programme, les gens du Groupe Banque Scotia se feront un plaisir de s'entretenir avec vous.

Vous pouvez communiquer avec :

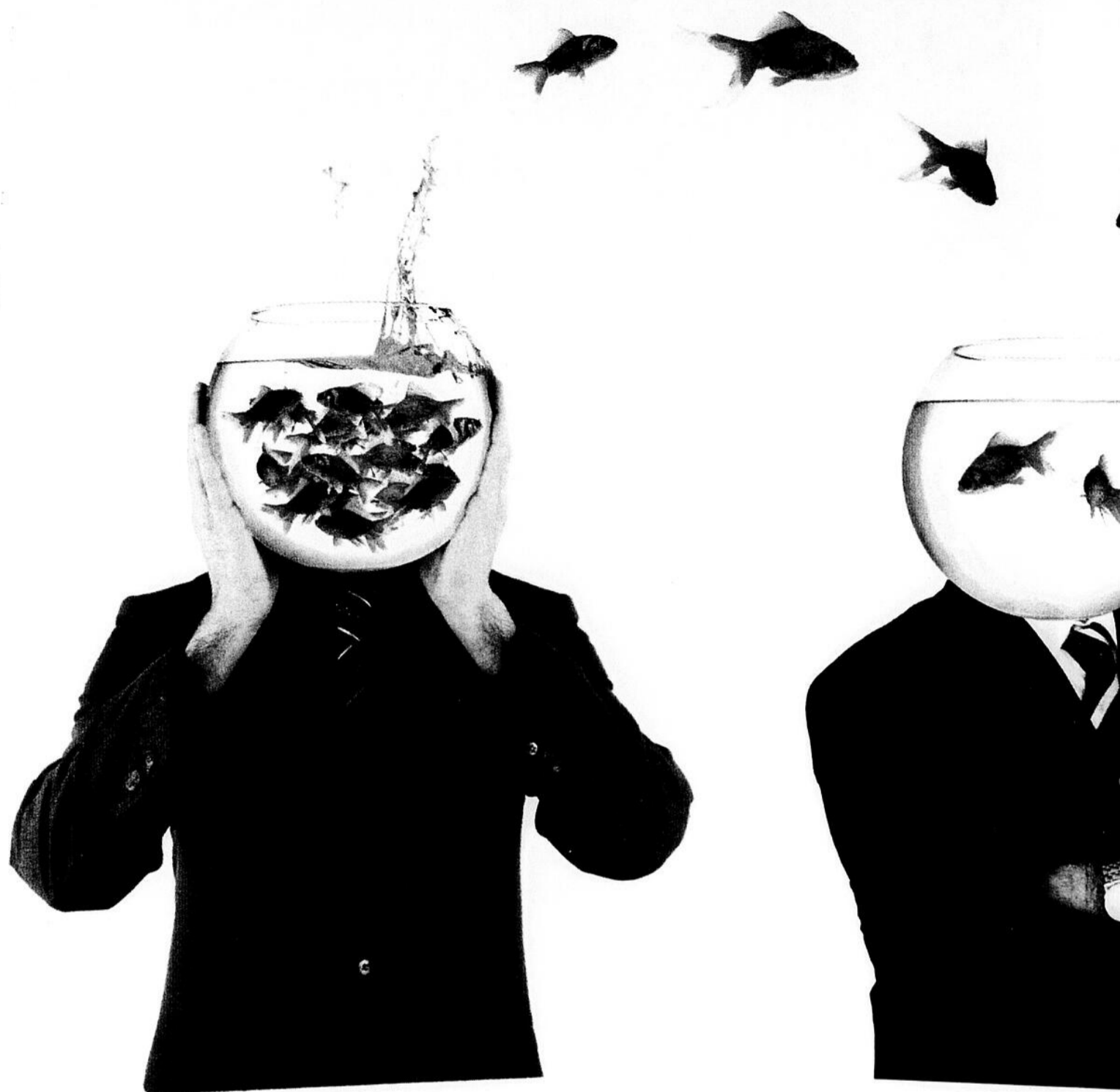
Darlène Thibault  
Directrice du marketing, Crédit-bail Scotia  
Tél. : 514-499-5965

Martin Boulianne, CA  
Conseiller en gestion de patrimoine  
Tél. : 514-287-4504 ou 1-800-839-4183



1002, rue Sherbrooke Ouest  
Montréal (Québec)  
Canada H3A 3L6

MC Marque de commerce utilisée sous réserve de l'autorisation et du contrôle de La Banque de Nouvelle-Écosse. ScotiaMcLeod est une division de Scotia Capitaux Inc., membre du FCPE.



# IMMIGRATION D'AFFAIRES =

INTERMÉDIAIRES FINANCIERS DU PROGRAMME  
NOUS SOMMES FIERS DE CONTRIBUER À FAVORISER

## Quelques retombées de nos interventions

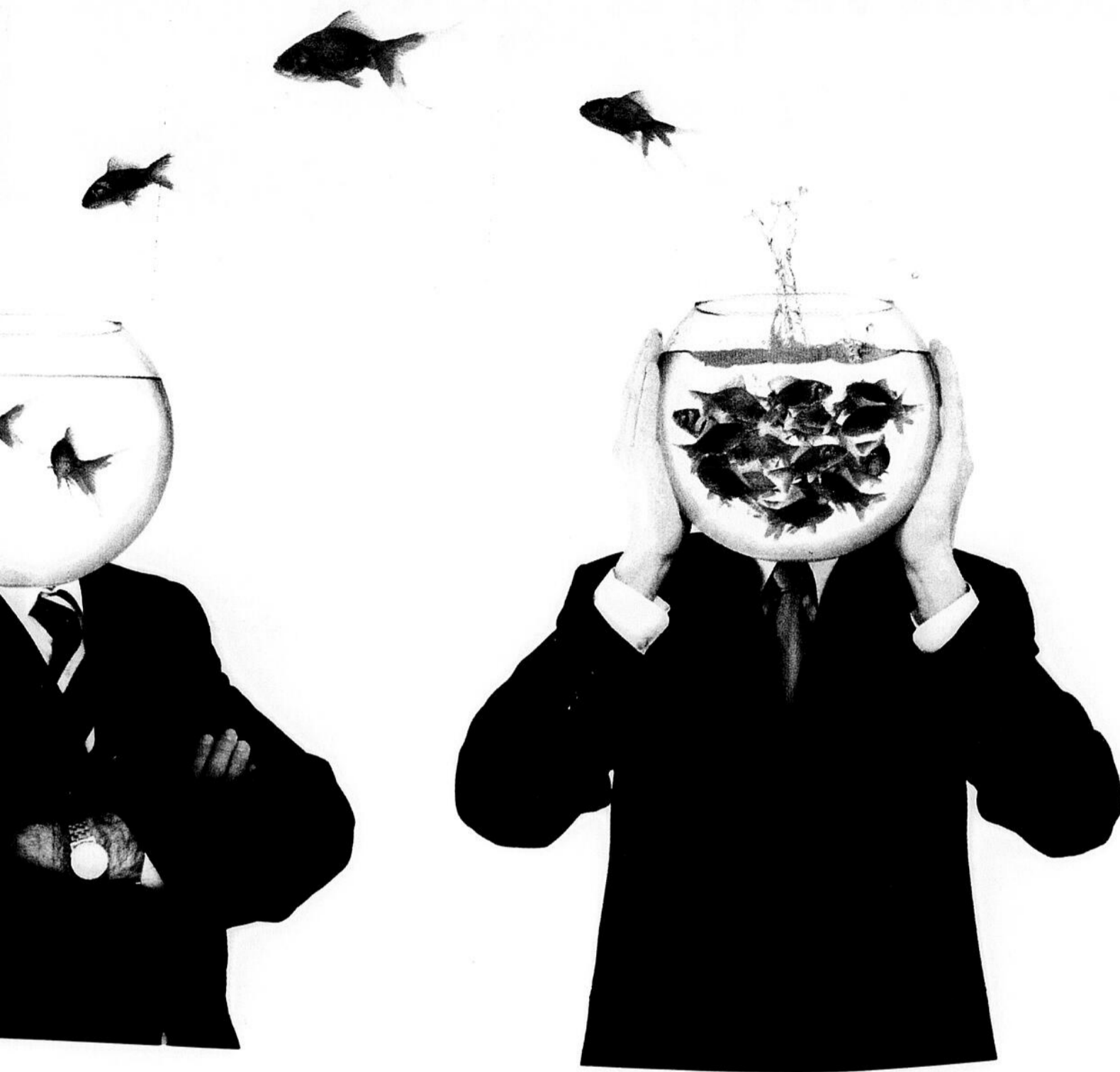
- Près de 10 000 immigrants investisseurs ont soutenu plus de 2 000 entreprises
- Contributions de 350 M\$ sur des investissements de 1,5 milliard
- Création de près de 17 000 emplois

 **BANQUE  
NATIONALE**  
FINANCIÈRE

 **Desjardins**  
Fiducie

 **RCI**  
DESJARDINS & C. CAPITAL INC.

 **INDUSTRIELLE  
ALLIANCE**  
FIDUCIE INC.



# = PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE

PROGRAMME IMMIGRANTS INVESTISSEURS,  
FAVORISER LA RICHESSE COLLECTIVE DU QUÉBEC.


Interventions, de janvier 2001 à août 2008

Plus de 2 000 projets d'investissement réalisés par des PME québécoises  
sur des investissements totaux de 4,3 G\$  
10 000 emplois répartis dans toutes les régions

ALLE

**CTI**  
VALEURS MOBILIÈRES

**HSBC** 

 VALEURS MOBILIÈRES  
BANQUE LAURENTIENNE

**PWM**  
CAPITAL

OCRCVM 

conception : ecentricbranding.com

# Donner une seconde vie au caoutchouc

Les pneus usés sont récupérés, recyclés et valorisés par Recyclage Granutech

Recyclage Granutech est une toute jeune entreprise privée et son créneau d'intervention, novateur, a été développé dans le but de donner une seconde vie au caoutchouc.

Depuis 2002, l'entreprise récupère et recycle les pneus de véhicules automobiles, véhicules lourds et véhicules à pneus surdimensionnés, en plus des rejets post-industriels de caoutchouc. Les matières qu'elle recycle se retrouvent dans les sites d'enfouissement ou ensevelies sur des terrains privés.

C'est là qu'intervient Recyclage Granutech, qui récupère, recycle et valorise ces matériaux. L'entreprise, située à Plessisville, dans le Centre-du-Québec, a développé différents procédés destinés, dans un premier temps, à la valorisation

énergétique. Ces procédés permettent de récupérer 100 % du poids total des rejets industriels ou des pneus usagés, en les transformant en copeaux pour le marché de la valorisation énergétique.

L'entreprise produit aussi un agrégat de caoutchouc – un alternatif économique au gravier – de plus en plus utilisé dans la construction de routes et de remblais. Finalement, le copeau de caoutchouc, aussi réalisé par Recyclage Granutech, est utilisé au sol dans l'installation d'aires de jeux pour enfants.

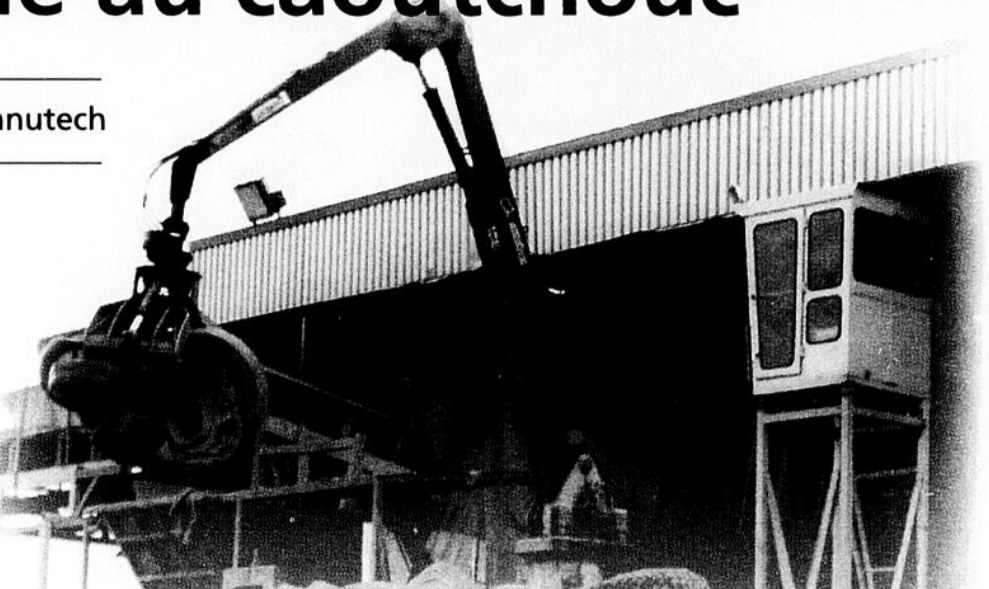
**Des investissements pour doubler la production**

Avec quelque 26 employés, ce chef de file dans la récupération et le

conditionnement de telles matières résiduelles a réalisé ces deux dernières années trois projets d'investissement qui ont totalisé 3,1 millions de dollars, pour l'amélioration des infrastructures et l'achat d'équipements.

Pour ces projets, le Programme des immigrants investisseurs est venu appuyer les investissements de l'entreprise. En tout, Recyclage Granutech recevra quelque 220 000 \$, répartis sur cinq ans, puisque ces trois projets ont été proposés à un intervalle d'un an et que les montants d'argent sont remis par tranche de 25 % par projet, pendant quatre ans.

« Cette aide financière nous donne une marge de manœuvre. Pendant que je



profite d'un appui financier pour les immobilisations, je peux continuer à faire des projets de recherche et développement que je n'aurais pu me permettre autrement », explique M. Sylvain Langlais, président de l'entreprise.

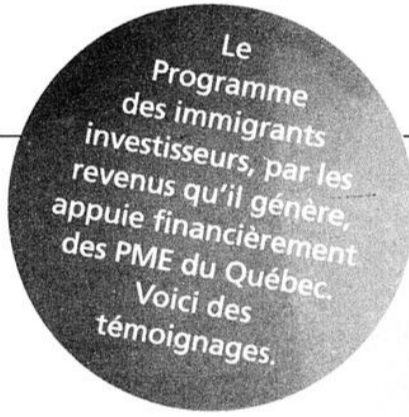
L'ajout d'équipements a permis à l'entreprise d'augmenter sa capacité de traitement des matières résiduelles de 25 000 tonnes métriques à 55 000 tonnes métriques.

L'amélioration de la chaîne de production pour le transport du matériel, l'achat d'un broyeur à pneus et l'ajout d'équipements pour extraire et nettoyer l'acier soutiré des pneus ont été parmi les opérations réalisées.

M. Langlais connaissait le Programme des immigrants investisseurs, mais il redoutait sa complexité. Ses craintes se sont avérées non fondées, admet-il aujourd'hui.

Pour Recyclage Granutech, Fiducie Desjardins a agi à titre d'intermédiaire financier pour le programme.

« Comme entrepreneur, je me dois d'aller chercher toutes les aides financières disponibles pour que l'entreprise demeure compétitive », ajoute M. Langlais qui n'hésite pas à dire que les PME ne doivent pas passer à côté de cette aide financière si leur projet remplit les conditions. ■



Le Programme des immigrants investisseurs, par les revenus qu'il génère, appuie financièrement des PME du Québec. Voici des témoignages.

## Demeurer à la fine pointe de la technologie

Spécialisée dans les technologies de revêtement par projection thermique, Métal 7 a pris des risques énormes pour assurer sa croissance

Pour Métal 7, l'obtention des subventions liées au Programme des immigrants investisseurs a véritablement contribué à la croissance de l'entreprise, tout en lui permettant de demeurer à la fine pointe de la technologie. De 75 employés qu'ils étaient en 2004, l'entreprise de Sept-Îles en compte maintenant 90, et si ce n'était de la pénurie de main-d'œuvre sur la Côte-Nord, elle pourrait en compter encore plus.


Spécialisée dans les technologies de revêtement par projection thermique, Métal 7 permet ainsi, par ce procédé, d'augmenter la durée de vie et la productivité des équipements



de métal pour l'industrie primaire comme les usines de bouletage, minerais de fer et pâtes à papier, les papeteries et les alumineries. Une industrie où les conditions d'opération

sont difficiles – on pense à l'usure par la chaleur, à l'érosion et à la corrosion. Les revêtements que l'entreprise conçoit ont mené à une diversification de sa

**L'AVANTAGE D'UNE EXPERTISE JURIDIQUE POUR VOS DEMANDES D'IMMIGRATION D'AFFAIRES**




**Robinson Sheppard Shapiro**  
S.E.N.C.R.L. - L.L.P.  
Avocats - Barristers & Solicitors

**Vous recrutez un travailleur étranger, vos employés traversent les frontières : ONT-ILS UN PERMIS DE TRAVAIL?**

**Me Stéphane Duval 514.393.4043 sduval@rsslex.com**  
800. Place Victoria, bureau 4600, Montreal (QC) H4Z 1H6  
[www.rsslex.com](http://www.rsslex.com)

# Un moteur de course dans une carrosserie usagée...

Avec une nouvelle usine de 36 000 pieds carrés, Modulabec a dû adapter ses processus de production

Dans une ville d'environ 4 000 habitants située à Senneville, en Abitibi, une usine comme celle de Modulabec joue un rôle majeur dans le développement économique de la région. Cette entreprise de 65 employés se spécialise dans la fabrication de complexes modulaires de toutes sortes. Son projet d'aménagement d'une nouvelle usine de 36 000 pieds carrés – quasiment le triple comparativement aux 13 000 pieds de l'ancienne usine – l'a rendue doublement performante.

En plus de faire la conception en usine des unités modulaires, l'entreprise fait la livraison dans les marchés du Québec, de l'Ontario et des Maritimes. Ces bâtiments, qui sont principalement destinés aux entreprises forestières, minières, hydro-électriques et aux communautés autochtones, deviennent ainsi des bâtiments aux multiples fonctions comme des garderies, des motels, des garages et des campements. L'entreprise conçoit aussi des bâtiments en kit assemblés en usine.



Depuis février dernier, sa toute nouvelle usine d'assemblage s'étend maintenant sur une superficie de 36 000 pieds carrés. Ce projet d'aménagement, d'une valeur de 1,5 million de dollars, a reçu l'appui du Programme des immigrants investisseurs pour un montant de 130 000 \$, montant que l'entreprise commencera à toucher en novembre de cette année et pendant quatre ans, à raison de 25 % par an.

« Il y avait une réelle volonté dans la région de faire en sorte que notre projet d'investissement fonctionne et l'appui reçu

par Investissement Québec, notamment par le Programme, y est pour quelque chose », explique Jacques Grenier, président de cette entreprise qui a pignon sur rue depuis 11 ans.

Grâce à ce projet, Modulabec a pu doubler sa production, s'enthousiasme le président. « Côté marketing, la nouvelle usine produit aussi un effet très positif auprès des clients quand ils viennent nous visiter et voir nos produits », ajoute M. Grenier.

« Mais, si on a augmenté la cadence de production, on a

aussi dû faire en sorte que les opérations administratives suivent le rythme. C'est comme si on avait mis un moteur d'auto de course dans une auto usagée et que la carrosserie ne pouvait suivre », explique M. Grenier, qui a porté ses effectifs de 50 à 65 employés au total.

Une période d'apprentissage a été nécessaire afin de rendre l'entreprise aussi routinière qu'un bolide neuf. « On avait auparavant deux stades de production, et on en a 13 maintenant. Il faut que les plans de production soient séparés en 13 étapes », souligne M. Grenier, qui constate que l'un des avantages significatifs du projet est la réduction du temps de réponse aux clients.

Pour obtenir la subvention du Programme des immigrants investisseurs, Modulabec a fait préparer son dossier de projet par un consultant ; MCA Valeurs mobilières a agi comme intermédiaire financier. ■

production et à la fabrication d'équipements encore plus résistants pour l'industrie primaire. Métal 7 est aussi orientée dans la production de brûleurs industriels utilisés dans les fours de durcissement des usines de bouletage de minerai de fer et dans les bouilloires industrielles.

« Nos produits ont d'abord été développés pour les besoins locaux des industries du fer à Sept-Îles, mais le marché a connu une telle évolution que nous faisons maintenant des affaires à l'étranger dans une proportion de 70 % », explique le président-directeur général de Métal 7, Christian Michaud.

## Un projet d'expansion qui porte ses fruits

À compter de 2001, au moment où elle a changé de propriété – elle est en activité depuis 1974 – l'entreprise a entamé un plan de développement à long terme. À la deuxième phase du projet, en 2004, Métal 7 est allée chercher du financement, notamment auprès de la Banque de développement du Canada. « Ce sont eux qui nous ont parlé du Programme des immigrants investisseurs, qui couvre notamment les investissements pour des immeubles et certains

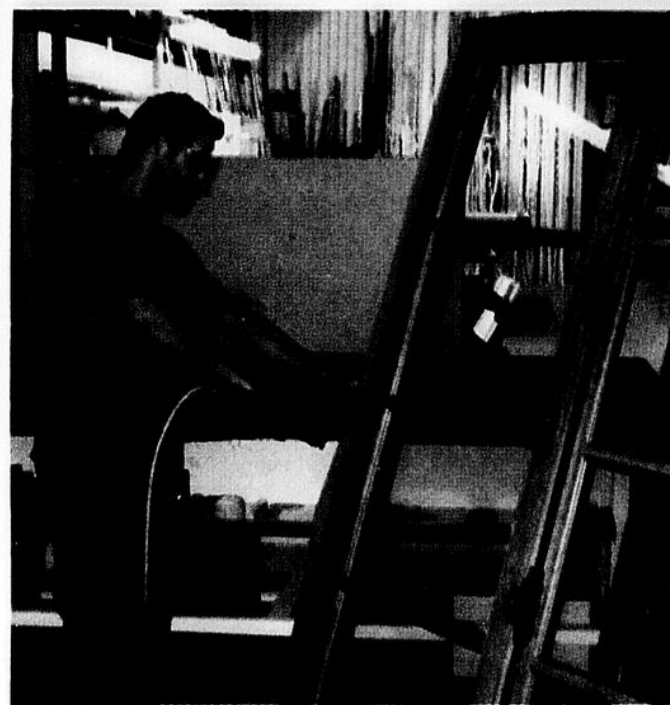
équipements, et c'est ce qui fait que nous avons pu en bénéficier », ajoute M. Michaud, qui indique que son intermédiaire financier a été Renaissance Capital, de Montréal.

Ce projet d'expansion, d'une valeur de 1,6 million de dollars, a permis d'améliorer les installations de production et d'agrandir les bâtiments. Métal 7 a obtenu 160 000 \$ du programme qui lui sont versés par tranches de 25 % pendant quatre ans.

Une troisième phase du projet a été réalisée en 2007 pour une valeur similaire –

1,62 million de dollars – et encore là, Métal 7 a obtenu une aide monétaire de 10 % de la valeur globale du projet par l'entremise du Programme des immigrants investisseurs.

« Dans le secteur des technologies, on prend des risques énormes dans la sélection de nos équipements. Sans cette aide financière, je ne sais pas si nous aurions été aussi entreprenants », ajoute M. Michaud, qui précise que l'administration liée à l'obtention des subventions du programme est plutôt facile, ce qui n'est pas sans attrait pour les PME. ■



## Pour des portes et des fenêtres de qualité

Lepage Millwork a investi plus de 6 millions de dollars pour mettre ses installations à niveau

À Rivière-du-Loup, Lepage Millwork, lauréate des Mercuriades 2006 pour sa contribution au développement économique et régional, est un employeur important dans le Bas-Saint-Laurent avec ses 250 employés. Quand Guy Bonneville a acheté l'entreprise, en 2001, il avait déjà des visées pour faire croître le constructeur de portes et de fenêtres qui ne comptait, à cette époque, que quelque 65 employés.

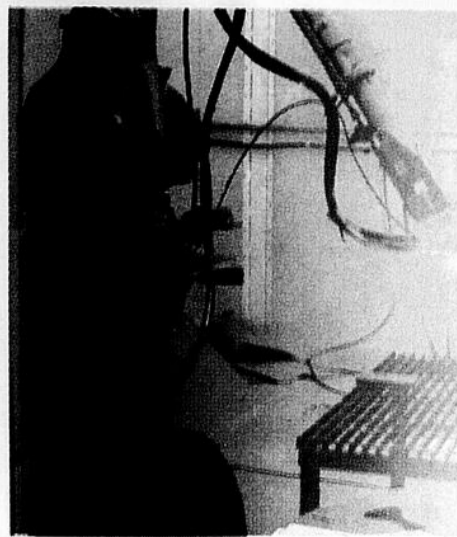
Spécialiste du sur-mesure dont les produits sont distribués sur le marché de l'Est canadien et du Nord-Est américain, Lepage Millwork a profité ces dernières années de l'engouement pour les rénovations, son chiffre d'affaires passant, en sept ans, de moins de 10 millions de dollars à plus de 25 millions de dollars. Il a aussi misé sur l'exportation, avec un volume de produits exportés qui est passé de 3 à 50 %.

Pour soutenir cette croissance, l'entreprise a dû acheter des équipements, revoir certains processus de production, et moderniser les infrastructures pour la production et pour les bureaux administratifs. Depuis 2006, 30 000 pieds carrés ont été ajoutés aux locaux qui couvrent maintenant une superficie globale de 135 000 pieds carrés.

Pour ce faire, Lepage Millwork a dû miser gros : des investissements qui ont atteint 6,3 millions de dollars en moins de trois ans. Au moment de compléter la structure financière de son plan de développement, notamment avec Desjardins, Guy Bonneville a pu profiter du Programme des immigrants investisseurs : trois des phases du projet global se sont qualifiées pour un tel appui financier. L'entreprise aura donc bénéficié, à la fin du processus, d'une enveloppe globale de 535 000 \$ provenant du Programme des immigrants investisseurs. En plus de Fiducie Desjardins, Renaissance Capital et Valeurs mobilières Investpro ont agi à titre d'intermédiaires financiers.

« Ces projets de modernisation de nos équipements et de nos installations nous ont donné des bases solides pour assurer notre croissance pour les cinq prochaines années », estime M. Bonneville, qui ajoute que cette aide financière offerte aux entreprises en région compense pour une réalité économique parfois difficile pour eux.

« J'aurais probablement réalisé mes projets de modernisation tout de même, mais c'est une belle contribution qui nous est ainsi faite. Il faut comprendre la réalité des entrepreneurs en région. Quand je dois aller livrer à Montréal, par exemple, j'ai quatre heures de transport à assumer pour l'aller, et quatre heures pour le retour. La distance, fait remarquer M. Bonneville en terminant, ne nous favorise pas ». ■



# Contribuer à contrer le chômage chez les immigrants

Peut-être sans même le savoir, des immigrants investisseurs ont aidé des milliers de nouveaux arrivants à se trouver un emploi au Québec. En effet, une partie des revenus de placement du Programme des immigrants investisseurs est affectée, depuis 2005, à un programme novateur baptisé « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi », mieux connu sous le sigle PRIIME.

Le PRIIME offre des subventions maximales de 15 000 \$ par emploi aux petites et moyennes entreprises (PME) désireuses d'embaucher des

personnes immigrantes ou qui font partie de minorités visibles et de leur offrir un poste régulier et durable dans leur domaine de compétence.

« Le programme a été créé parce que nous avons constaté que le taux de chômage était beaucoup plus élevé au sein de la population immigrante nouvellement arrivée », explique Normand Baril, conseiller à la Direction des mesures et services d'emplois à Emploi-Québec.

Cette initiative permet aux immigrants d'acquérir au Québec une première expérience de travail nord-amé-

ricaine dans leur domaine et de s'intégrer plus facilement dans leur milieu socioéconomique et linguistique. Pour les mêmes raisons, le programme a rendu admissibles les minorités visibles immigrantes ou nées au Québec.

Dès la première année, en 2005-2006, quelque 596 participants ont pu se trouver un emploi grâce au PRIIME. En 2007-2008, leur nombre avait bondi à 961. Face à un tel succès, le gouvernement du Québec s'est engagé, pour les trois prochaines années, à augmenter à près de 1 700 le nombre de participants

embauchés dans le cadre du PRIIME.

Le financement de ce programme est en partie assuré par une « réallocation » des revenus de placement découlant du Programme des immigrants investisseurs, dont la direction a été confiée à Investissement Québec. Le programme a été conçu conjointement par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Investissement Québec et Emploi-Québec. « Le Ministère en est le responsable, mais il en confie la gestion à Emploi-Québec », précise M. Baril.

## Du sur-mesure pour les PME

Les critères d'admissibilité sont simples. Le programme vise d'abord et avant tout les PME de moins de 250 employés, peu importe leur secteur d'activité. Toute demande dans le cadre du PRIIME doit s'accompagner d'une proposition d'emploi régulier à temps plein d'au moins 30 heures par semaine à l'intention d'une personne nouvellement arrivée ou qui fait partie de minorités visibles.

L'entreprise admissible peut adresser sa demande au Centre local d'emploi (CLE) qui offre les services d'emploi pour son adresse civique. C'est le CLE qui « s'occupe de l'arrimage et verse la subvention, en plus de faire les suivis administratifs et financiers auprès de l'entreprise et des personnes embauchées », ajoute M. Baril.

Parmi les dépenses admissibles, il y a le salaire de l'employé dans une proportion de 50 %, pour une période maximale de trente semaines ; de plus, pendant une certaine période, le salaire d'une personne de l'entreprise qui participe à l'intégration du nouveau travailleur peut être remboursé à l'entreprise. Certains autres frais directs liés à la formation du travailleur sont aussi admissibles à un remboursement, si ces dépenses sont convenues avec Emploi-Québec.

Sont admissibles au PRIIME les personnes ayant obtenu la résidence permanente au Canada depuis moins de deux ans (ou en instance de l'obtenir) et qui n'ont pas d'emploi, qui sont sous-employées ou qui n'ont pas encore connu d'expérience de travail au Canada dans leur domaine de compétence.

Emploi-Québec ne choisit pas les travailleurs immigrants, dit M. Baril. Quand il répond aux critères d'admissibilité

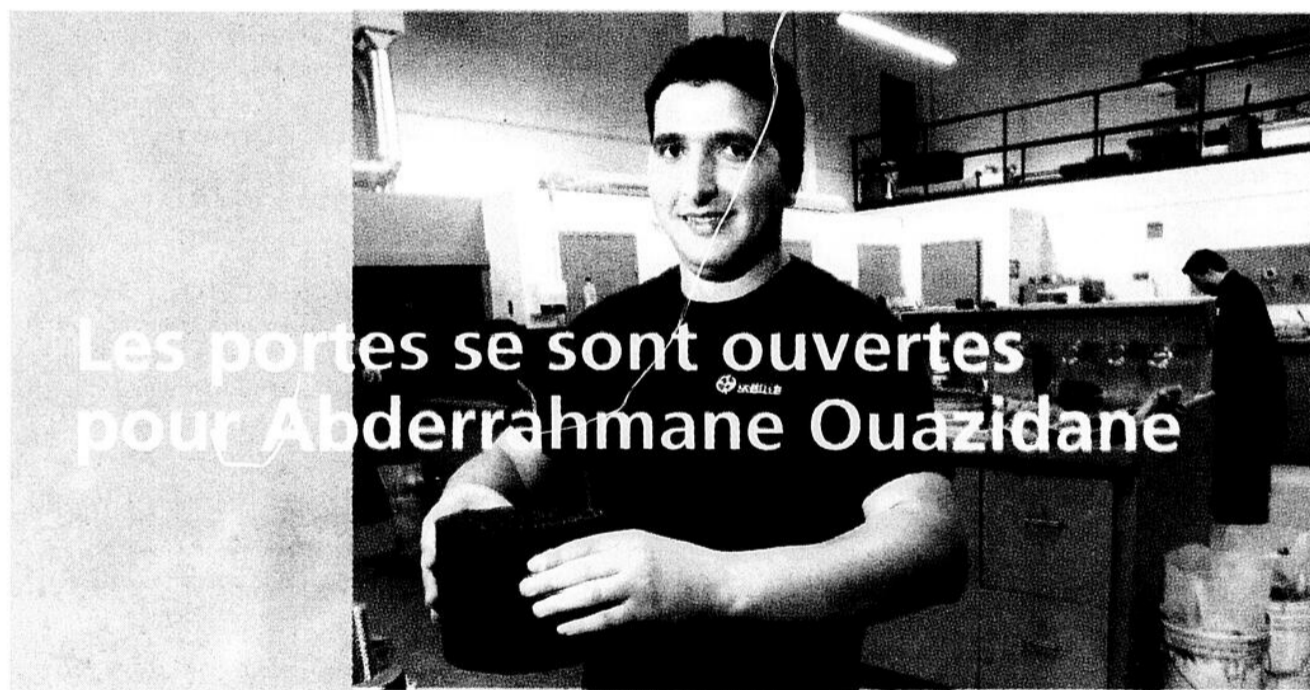
du PRIIME, le candidat est mis en contact avec l'employeur ; ce dernier décide si ce travailleur répond à ses critères et s'il l'embauchera. C'est à ce moment qu'il prend contact avec son centre local d'emploi. ■

## Tarek Sahraoui a eu une réelle chance

Tarek Sahraoui avait complété l'équivalent d'un baccalauréat en architecture avant son arrivée au Québec, en 2004. Depuis, il a obtenu une maîtrise en géomatique à l'Université Laval, et en octobre 2007, il a obtenu un poste au groupe Trifide, à Québec, une entreprise spécialisée en photogrammétrie, en cartographie et en géomatique marine.

« Pour moi, c'est certain que mon admissibilité au Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) a incité mon employeur à m'embaucher », explique cet immigrant d'origine tunisienne qui travaille, avec une petite équipe, à développer des projets en cartographie, notamment.

Ce poste chez Trifide est le premier emploi permanent qu'il trouve au Québec. « Comme immigrant, je sais que les chefs d'entreprise ne savent pas toujours comment nous pouvons nous intégrer dans ce que j'appelle la « psychologie de groupe ». Ce programme nous donne une réelle chance d'intégrer des entreprises », explique celui qui a conservé son poste au sein de l'entreprise à la fin des six mois de participation au PRIIME. ■



## Les portes se sont ouvertes pour Abderrahmane Ouazidane

Abderrahmane Ouazidane, chez Solmatech, une entreprise de Le Gardeur

Abderrahmane Ouazidane a fait une recherche d'emploi qui s'est avérée vaine jusqu'à ce que son agent du Centre local d'emploi de Montréal lui apprenne l'existence du Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME). « Les portes se sont ouvertes pour moi à partir de ce moment-là », dit-il spontanément.

En avril 2007, M. Ouazidane, un ingénieur en génie civil d'origine algérienne, était embauché par Solmatech pour l'analyse et le contrôle des enrobés bitumineux. L'entreprise a bénéficié des subventions liées au PRIIME pour cette embauche.

Aujourd'hui, même si le Programme ne s'applique plus pour lui, l'ingénieur est toujours en poste et a même été promu superviseur de son service dans cette entreprise de Le Gardeur spécialisée en géotechnique et en génie des matériaux.

« En étant dans un milieu de travail, j'ai enfin pu découvrir véritablement le Québec. Je suis très reconnaissant », déclare M. Ouazidane, qui a élu domicile à Montréal dès son arrivée au Québec, en 2006. ■

L'expérience en milieu de travail québécois peut s'acquérir grâce au Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi. Voici des témoignages.

## Des employés qui gravissent les échelons

Odotech a eu du flair en embauchant Antoineta Baciou. Cette immigrante d'origine

roumaine a gravi les échelons au sein d'une équipe de 40 personnes œuvrant dans

la PME de Montréal spécialisée dans l'analyse des odeurs pour les industriels et les municipalités.

En plus de fournir des services de génie-conseil aux entreprises qui ont des problèmes d'odeurs, partout au pays ainsi qu'en Europe, Odotech commercialise des produits dont un « nez électronique ». Ce système effectue en quelque sorte une surveillance en continu de l'air ambiant afin de voir, sur écran informatique, la concentration et la direction des odeurs.

Mme Baciou a joint les rangs d'Odotech par l'entre-

prise du PRIIME, en janvier 2007. « Elle a été tellement performante qu'on a décidé de la garder. Elle avait une bonne attitude et son travail était impeccable », explique Coleen Smith, vice-présidente, Finance et Administration. À titre d'agent de bureau, Mme Baciou avait à faire du classement dans les dossiers des clients. Elle a ensuite été formée pour effectuer des tâches liées aux analyses olfactométriques.

En tout, Odotech a embauché quatre personnes admissibles au PRIIME, qui ont occupé des postes de réceptionniste, d'agent de

bureau et de technicien en environnement.

« Deux employés sont encore avec nous, dans des fonctions différentes de celles qu'ils occupaient lors de leur embauche, et ils ont pu progresser dans l'entreprise », explique Mme Smith. Pour les quatre employés, Odotech a bénéficié d'une subvention de 15 000 \$ provenant du PRIIME.

Joao Luiz Branquinho, dont le contrat initial de six mois se terminait en septembre, a trouvé une place au sein de l'entreprise au-delà de ce délai. Embauché le 13 mars dernier, cet immigrant d'origine brésilienne

a d'abord été technicien en environnement. Il s'occupe maintenant du laboratoire d'olfactométrie.

« Depuis leur entrée en fonction, la qualité de leur français s'est aussi améliorée de façon significative », commente Mme Smith, qui pense que le programme est enrichissant autant pour les PME que pour les immigrants.

« L'entreprise au complet bénéficie de l'apport d'employés de différentes cultures. Le midi, autour de la table, vous seriez surpris de voir à quel point les échanges sont vraiment enrichissants », souligne Mme Smith. ■



Coleen Smith, de la firme Odotech, en compagnie de Joao Luiz Branquinho et de Antoineta Baciou

## Une mosaïque culturelle à petite échelle

Alsu Latypova, en compagnie de Dan Amselem et de Tamara Cimpean



Le cabinet comptable de Dan Amselem ressemble à une mini mosaïque culturelle. Cette entreprise compte trois employés en tout : le patron, d'origine marocaine, et les deux employées qui l'appuient dans ses tâches, qui sont d'origine roumaine et russe.

Tamara Cimpean est d'abord entrée au service du cabinet en 2003 dans le cadre d'un stage de quatre semaines. « À cette époque, j'étais hésitant à lui offrir un poste. Mais l'accès à un programme qui couvrait 40 % de son salaire pendant six mois a été déterminant », explique M. Amselem. Cinq ans plus tard, Mme Cimpean occupe maintenant le poste d'adjointe dans ce cabinet comptable qui œuvre notamment auprès d'une clientèle de PME.

Alors qu'au début elle effectuait surtout de la tenue de livres, la jeune Roumaine prépare maintenant, pour les clients de la firme, les paies des employés, les remises de

TPS/TVQ, et les rapports de déductions à la source, en plus de préparer des déclarations d'impôt de particuliers.

Une autre employée roumaine admissible au Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) a par la suite travaillé chez M. Amselem, mais elle a dû quitter son emploi en raison d'un déménagement. « C'est son expérience de travail avec nous qui lui a permis de décrocher un emploi plus facilement près de chez elle », soutient M. Amselem.

**Le cabinet comptable de Dan Amselem a misé sur les immigrants à la recherche d'un premier emploi**

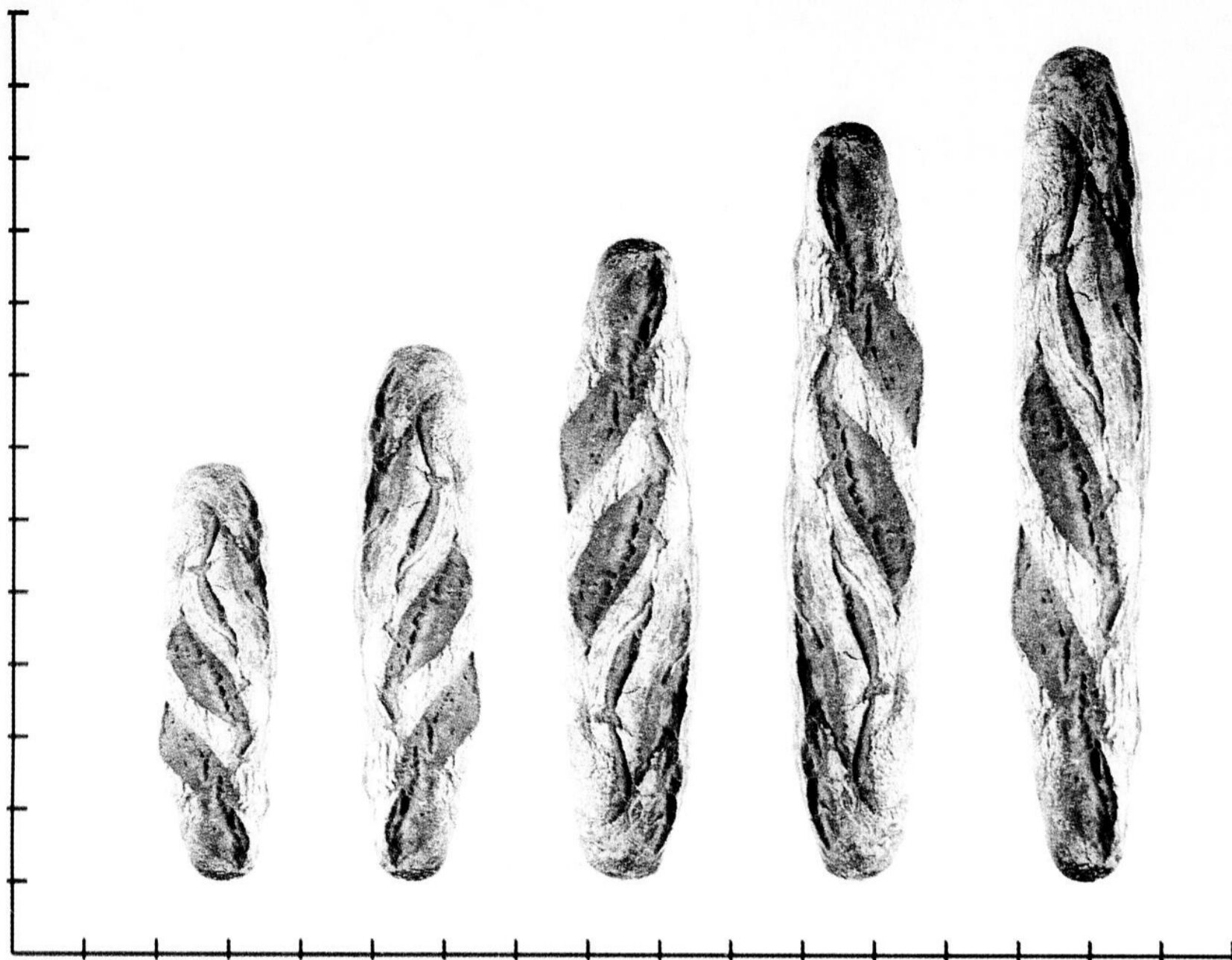
De son côté, avant son arrivée au Québec, Alsu Latypova travaillait dans un cabinet d'avocats en Russie. Depuis un an, elle s'occupe de la réception et de la tenue de livres pour le cabinet

comptable de Montréal. Pendant six mois, cette employée a pu bénéficier d'un soutien à son salaire grâce au PRIIME.

« Les immigrants manquent souvent d'expériences de travail et ce programme comble un véritable besoin », souligne M. Amselem. Pour cet employeur, la subvention accordée par Emploi-Québec pour les trois employées admissibles a totalisé 14 446 \$, foi de comptable !

« Ce programme apporte des solutions concrètes à un problème : celui de l'acquisition d'une expérience dans un milieu de travail québécois. Le fait d'avoir accès à ces subventions m'a motivé, comme il peut le faire pour d'autres entrepreneurs. »

Très satisfait de la collaboration qui s'est établie au fil des ans avec Emploi-Québec, M. Amselem n'hésite pas à recommander ce programme à ses clients. « En plus d'être facile d'accès, ce soutien en emploi change vraiment la vie de nombreuses personnes », souligne l'employeur. ■



**« Nos affaires sont à la hausse. »**

- Liliane Colpron, Première Moisson

### **Le Programme des immigrants investisseurs et Première Moisson**

Les boulangeries Première Moisson se spécialisent dans la production de produits sains, selon une approche artisanale respectueuse des traditions boulangères, charcutières et pâtisseries. L'entreprise bénéficie depuis maintenant trois ans du Programme des immigrants investisseurs géré par Investissement Québec. Grâce à cet appui, Première Moisson a pu financer l'achat d'équipements et effectuer des travaux d'amélioration locative.

[www.investquebec.com](http://www.investquebec.com) | 1 866 870-0437

**IQ Investissement Québec**

FACILITER · FINANCER · PROPULSER